

# MINISTERE DES FINANCES



## DIVISION DE LA PREVISION

# CRYPTOMONNAIES



Document de travail

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>I. GENERALITES SUR LA CRYPTOMONNAIE</b>	<b>3</b>
1. Cryptomonnaie : De quoi il s'agit ?	3
2. Evolution de la cryptomonnaie	3
3. Perspectives de la cryptomonnaie dans le monde	4
<b>II. QUELLES IMPLICATIONS POUR L'ECONOMIE MONDIALE</b>	<b>5</b>
1. Les avantages de l'investissement en cryptomonnaie	5
2. Les dangers liés à la cryptomonnaie	6
3. Ce que pensent les institutions financières	6
<b>III. EVOLUTION RECENTE EN ZONE CEMAC : CAS DE L'OFFICIALISATION DU BITCOIN EN RCA</b>	<b>8</b>
1. Les enjeux pour la CEMAC	9
2. Quels enjeux pour le Cameroun ?	10
<b>CONCLUSION</b>	<b>13</b>
<b>REFERNCE BIBLIOGRAPHIQUE</b>	<b>14</b>

## INTRODUCTION

L'avènement de l'internet et l'avancée technologique ont fait apparaître de nouvelles formes de signaux monétaires, différentes des signaux classiques. Ces nouveaux signaux sont numériques et virtuels. Selon la Banque Centrale Européenne (BCE), la monnaie virtuelle est définie comme une catégorie de monnaie numérique non réglementée, émise et généralement contrôlée par ses créateurs, usée et acceptée parmi les membres d'une communauté virtuelle spécifique. Le contrôle des autorités centrales sur la monnaie, la crise des Subprimes de 2007 ainsi que les crises financières et sociales qui s'en sont suivies sur toute la planète sont les éléments déclencheurs de l'apparition des monnaies numériques chiffrées à l'instar du Bitcoin.

En effet, à la suite de la crise de 2007, la défiance à l'égard du système financier mondial et des États qui protègent et tentent de sauver les banques devient de plus en plus grande. **Erwan Jonchères (2015)** déclare à cet effet que, la monnaie fiduciaire est considérée par une partie de la population comme propriété d'une élite financière et politique se souciant bien peu de l'intérêt général et du bien-être des populations. L'idéologie principale qui a amené à la création de ces monnaies numériques et chiffrées, appelées *cryptomonnaies*, découle du mouvement « *libertarien* » dont l'un des buts est de diminuer le plus possible les pouvoirs de l'État sur la monnaie.

De ces considérations, sont nées les cryptomonnaies telles que nous les connaissons actuellement. Son avènement a suscité l'intérêt des investisseurs et le marché des cryptomonnaies s'évalue aujourd'hui à **plus de 2 000 milliards de dollar US**. Ces actifs sont de plus en plus acceptés comme moyen de paiement et s'imposent comme une monnaie internationale. A titre d'illustration, en 2021 le Salvador a adopté le Bitcoin comme monnaie officielle. En Afrique, le volume des transactions portant sur les cryptomonnaies a été multiplié par 12 en l'espace de 3 ans. Il est en effet passé de 8,8 milliards de dollars en 2018 à 105,6 millions de dollars en 2021 (**chainalysis**). Cette progression a amené certains États à interdire l'utilisation des cryptomonnaies, en raison des risques induits et mener des réflexions sur la création d'une monnaie électronique banque centrale (le Nigeria, et l'Égypte). Dans cette même lancée, le FMI souligne que l'adoption rapide et généralisée des cryptomonnaies pourrait causer des problèmes considérables pour les consommateurs et la stabilité financière notamment dans les pays émergents et en développements.

En Afrique Centrale, **la République Centrafricaine (RCA), quoiqu'appartenant à une union monétaire, a adoptée le 22 Avril dernier, une loi régissant la cryptomonnaie et faisant du Bitcoin une monnaie officielle. Cette adoption a suscité l'inquiétude des autorités monétaires et financières de la sous-région au regard des risques engendrés sur la stabilité monétaire et financière, et de l'effet de contagion à la sphère réelle.**

Dans sa mission de veille économique, la Division de la Prévision du Ministère des Finances, tente d'apporter des éclaircissements sur la problématique ainsi soulevée. La présente contribution s'articule autour d'une description du fonctionnement des cryptomonnaies (1) ; de la présentation des risques induits par son utilisation (2) ; de l'analyse

des conséquences de l'adoption en RCA du Bitcoin comme monnaie officielle sur les économies de la CEMAC en général et du Cameroun en particulier (3) et ; des propositions des mesures de politique en vue de son encadrement (4).

## I. GENERALITES SUR LA CRYPTOMONNAIE

### 1. Cryptomonnaie : De quoi il s'agit ?

La cryptomonnaie tire ses origines de la philosophie libertarienne ou anarcho-capitalisme, très hostile à l'intervention de l'État. L'idée est apparue pour la première fois à la fin des années 80. Il était alors question de créer une monnaie qui puisse être utilisée **de manière intraversable et fonctionner sans les entités centralisées**. Elle a ensuite évolué au courant de la décennie qui a suivie, sans toutefois donner lieu à un phénomène d'envergure mondiale. En 1995, David Chaum crée le DIGICASH, forme précoce de paiement électronique cryptographique qui a besoin d'un logiciel utilisateur et des clés cryptées spécifiques pour les transactions. En 1998, Nick Szabo crée le Bit Gold souvent qualifié de précurseur direct du Bitcoin mais n'a pas pu résoudre le problème de double dépense sans passer par une autorité centrale. Ce n'est qu'une décennie plus tard, lorsqu'une mystérieuse personne répondant au pseudonyme de « Satoshi Nakamoto » publie un livret blanc appelé *Bitcoin – A Peer to Peer Electronic Cash System*, que l'histoire du Bitcoin et des cryptomonnaies qui en découleront commence.

De cette genèse, les cryptomonnaies, encore appelés cryptoactifs ou crypto devises, sont des actifs numériques virtuels qui reposent sur la technologie du *block Chain*<sup>1</sup> à travers un registre décentralisé et un protocole informatique crypté. En tant que monnaie cryptographique, c'est une monnaie numérique émise de pair-à-pair, sans nécessité de banque centrale.

Dès lors qu'on s'intéresse aux cryptoactifs, la question du processus d'achat en émane naturellement. Pour s'en procurer, il faut s'orienter vers une plateforme dédiée (Coinbase, Binance, e-Toro, Kraken ou encore Bitfinex). Ces plateformes ressemblent de près à une interface d'achat d'actions en bourse, qui ici, permet d'échanger des devises numériques. Il existe ainsi trois moyens d'obtenir de la cryptomonnaie le tout via le processus de minage<sup>2</sup>. : acheter en utilisant les fonds de son compte bancaire ; proposer des biens et services en contrepartie des bitcoins ; et créer

### 2. Evolution de la cryptomonnaie

La première cryptomonnaie, le Bitcoin, a été minée en 2009 et n'avait quasiment aucune valeur. En avril 2010, sa valeur était de 14 centimes, le marché avait cependant commencé à prendre forme. En 2011, son prix monte jusqu'à 1,06 \$ avant de redescendre à 87 centimes. Suite à la publication d'un article du *Gawker* parlant de l'intérêt de la communauté de vente de drogues en ligne pour cette monnaie, le prix de celle-ci a plus que triplé en une semaine

---

<sup>1</sup> Un réseau décentralisé d'ordinateurs qui possède des nœuds répartis dans le monde entier avec des copies de toutes les transactions qui ont été effectuées.

<sup>2</sup> Le minage est un procédé par lequel les transactions en cryptomonnaies sont sécurisées.

pour atteindre les 27 \$ environ. La valeur boursière des bitcoins en circulation était alors d'environ 130 millions de dollars. En 2012, la première fondation dénommée Bitcoin Foundation fut créée pour promouvoir le développement et l'adoption du Bitcoin.

Sur la période 2014-2016, l'évolution des cryptomonnaies est marquée par l'effondrement de Mt.Gox, la plus grosse plateforme d'échange au monde, suite à la perte de 850 000 bitcoins du fait de la **cybercriminalité**. Depuis 2016, la cryptomonnaie devient un phénomène mondial. En 2016, la valeur du Bitcoin est de 434 \$, puis 998 \$ en 2017. Elle explose à 20 000 \$ un an plus tard avant de redescendre à 3 700 \$ la même année suite au piratage incessant des plateformes d'échange. Les prix ne sont toutefois pas restés à la baisse et, depuis fin 2018, le Bitcoin, ainsi que la plupart des autres cryptomonnaies, Ethereum y compris, ont rebondi. En 2021, suite à l'annonce d'Elon Musk de son intention d'acheter le Bitcoin pour 1,5 milliards de dollars, la valeur du bitcoin atteint un record historique de 45 000 dollars avant de rechuter à 37 000 dollars un mois plus tard suite à son désistement.

### **3. Perspectives de la cryptomonnaie dans le monde**

De plus en plus, les cryptomonnaies consolident avec force leur place dans l'économie mondiale, de par l'intérêt que leur portent les libertariens, acteurs privés, mais aussi et déjà, les Etats, permettant ainsi le développement de leur utilisation. Dans ce contexte, quelques tendances et perspectives pour le secteur des cryptomonnaies dans le monde peuvent être identifiées :

#### **- Développement des courtiers institutionnels en cryptomonnaie, dépositaires et gestionnaires d'actifs**

De nombreuses organisations notamment *PayPal* et des banques déploient des services crypto pour leurs clients, on peut alors s'attendre à voir une explosion des actifs détenus par des courtiers institutionnels, des dépositaires et des gestionnaires d'actifs. Les organisations se tourneront vers des facilitateurs institutionnels pour accéder aux marchés des cryptomonnaies alors que d'autres choisiront des gestionnaires d'actifs avec des fonds en cryptomonnaies.

#### **- Elaboration et introduction de cadres réglementaires plus rigoureux**

La variété de services en cryptomonnaie devient de plus en plus répandue et atteint la masse critique en termes de niveau d'adoption. On peut s'attendre à une réglementation accrue pour tous les acteurs dépositaires (qui ont la garde des cryptomonnaies) et aux premières tentatives pour réguler les acteurs non-dépositaires de cryptomonnaie. Les régulateurs cherchent à apporter une plus grande transparence et des protections pour les investisseurs particuliers et institutionnels du secteur. Ce qui entraînera une augmentation des coûts liés à la mise en conformité réglementaire. Les acteurs qui sauront le mieux s'adapter à ce nouvel environnement en récolteront les fruits.

#### **- Poursuite de la croissance de la Finance décentralisée (DeFi)**

Le secteur des cryptomonnaies reste une source d'innovation pour les services financiers. En 2019 il y a eu beaucoup d'enthousiasme autour de ce qu'on appelle la finance décentralisée ou DeFi, en opposition avec le système financier centralisé actuel. Ce terme désigne les services financiers

qui utilisent la technologie blockchain pour effectuer une transaction sans avoir recours à des intermédiaires (banque, courtier, etc.). Un exemple en vogue est l'emprunt de cryptomonnaie stable réalisé sans intermédiaire et sans vérification de crédit. Il est obtenu en déposant simplement en contrepartie (collatéral), une cryptomonnaie volatile, par exemple l'éthereum (principale cryptomonnaie impliquée dans la finance décentralisée), directement dans un contrat intelligent (smart contract). Cela offre une garantie en cas de défaut de paiement de la dette.

En 2020, la valeur immobilisée dans la DeFi a augmenté de 1 500 % par rapport à 2019 pour atteindre 20 milliards d'euros. En 2021, de nouveaux services et de nouvelles applications sont arrivés sur le marché. Il s'agit notamment des échanges décentralisés (ou DEX) qui permettent d'échanger différents types de cryptoactifs. En 2022, S'agissant de la finance décentralisée (DeFi), Bankless estime qu'un protocole atteindrait le top 10 en termes de capitalisation boursière. Elle précise les projets prometteurs pour rentrer dans ce top 10 : AAVE, Compound (COMP), Uniswap Protocol (UNI), Yearn Finance (YFI) ou encore Maker (MKR).

- **Les cryptomonnaies deviennent de plus en plus utiles pour les achats quotidiens.**

Les cryptomonnaies ont désormais traversé le monde numérique pour avoir une utilité dans le monde réel. Au-delà de l'annonce de PayPal, des millions de personnes dans le monde utilisent déjà des cartes de paiement Visa liées à des portefeuilles en cryptomonnaies pour régler leurs achats quotidiens partout où elle est acceptée. La technologie BlockChain et les crypto monnaies présentent des avantages intrinsèques par rapport aux monnaies fiduciaires. Au cours des douze prochains mois, la blockchain et les cryptomonnaies devraient continuer à occuper une place de choix en tant que complément de valeur à l'infrastructure financière mondiale. Les capitaux et les talents de cette industrie s'appuieront sur des bases de plus en plus solides pour libérer le potentiel des monnaies numériques, pendant que les régulateurs du monde entier finalisent et affinent les réflexions visant à les intégrer dans les systèmes financiers existants.

## **II. QUELLES IMPLICATIONS POUR L'ECONOMIE MONDIALE**

### **1. Les avantages de l'investissement en cryptomonnaie**

- **Insensible à l'inflation**

Les cryptomonnaie ont un mécanisme sophistiqué de prévention de l'inflation. En particulier, dans le réseau Bitcoin, l'inflation est empêchée par plusieurs fonctionnalités :

- ❖ Emission ne dépassant pas le plafond non-modifiable de 21 millions unités ;
- ❖ Les nouvelles unités sont émises strictement une fois toutes les 10 minutes ;
- ❖ Tous les 4 ans, l'émission des unités est divisée par deux.

Il existe des méthodes similaires dans chaque réseau de cryptomonnaie, cela permet de prédire à l'avance combien de pièces existeront dans une certaine période de temps. De plus, il n'existe pas d'organisme de réglementation qui pourrait prendre la décision exclusive d'augmenter les émissions.

- **Faibles coûts de transaction et paiements rapides**

Les transactions dans les systèmes de cryptomonnaie sont effectuées sur le principe Peer to Peer (P2P), sans la participation d'un organe de contrôle central. La réduction des coûts de

maintenance du réseau permet de réduire considérablement les frais de transfert. De plus, les transactions de cryptomonnaie ont une vitesse de traitement élevée.

## **2. Les dangers liés à la cryptomonnaie**

### **▪ Risque d'abus**

L'une des caractéristiques marquantes de la cryptomonnaie est qu'elle permet de réaliser des transactions de manière anonyme. Avec une monnaie classique, les transactions doivent passer par une banque qui connaît le nom et les coordonnées de ses clients ainsi que des personnes et organismes avec lesquels ils réalisent des transactions. Le champ de la réglementation bancaire et financière étant largement défini par son objet (argent et instruments financiers), les cryptomonnaies et les activités dont elles sont le support en auraient naturellement été justiciables si ces qualifications avaient pu leur être appliquées, tel n'est cependant pas le cas. Bien au contraire, les cryptomonnaies fonctionnent selon un système décentralisé et grâce à des clefs de chiffage (principe de la blockchain) qui ne nécessitent aucune identification. Il est donc impossible aujourd'hui d'en réguler l'émission. Cette absence de régulation des cryptomonnaies pourrait être un danger sérieux pour les relations contractuelles. Les cryptomonnaie n'étant pas des monnaies comme les autres monnaies réglementées telles que l'euro, le dollar américain ou le franc CFA, une partie au contrat ne peut pas exiger de l'autre partie qu'elle accepte le paiement par bitcoin.

### **▪ Risque de prolifération des activités criminelles**

Du fait de leurs caractéristiques et de leur mode de fonctionnement, les monnaies virtuelles présentent des risques que les criminels considèrent comme des opportunités. Compte tenu de leur anonymat et de leur non traçabilité, les cryptomonnaies apparaissent comme des moyens privilégiés pour servir d'intermédiaire dans les échanges dans le cadre de l'économie souterraine et illégale comme le blanchiment d'argent, les trafics d'armes et de drogues et le terrorisme.

### **▪ Trop volatile et piratable**

Les cryptomonnaies sont des valeurs virtuelles non adossées à des activités réelles. Elles sont en conséquence très volatiles. D'après **Dwyer (2015)**, le Bitcoin a été plus volatile que l'or et les principales devises nationales sur la période 2010-2014. Cette forte volatilité rend les investissements trop risqués. Par ailleurs, aucune autorité ne veille à la sécurisation des coffres forts électroniques et les porteurs n'ont donc aucun recours en cas de vol par des pirates informatiques.

## **3. Ce que pensent les institutions financières**

S'il est ainsi établi que les cryptomonnaies représentent un grand risque pour la stabilité financière et même économique, leur succès inquiète les institutions financières qui tentent de les réguler ou de créer leurs propres cryptomonnaies numériques nationales.

En effet, la crise de confiance actuelle observée dans toutes les économies touche en particulier le secteur bancaire et il n'est guère étonnant que le Bitcoin et l'Ether, qui sont des cryptomonnaies reposant sur la technologie Blockchain, donnent lieu à de véritables systèmes

monétaires indépendants et parallèles par rapport aux systèmes monétaires étatiques et bancaires. En outre, les cryptomonnaies ne sont plus des objets de simple spéculation mais deviennent de plus en plus de véritables monnaies et de placement de long terme. Cette situation semble inquiéter ainsi les hautes sphères financières telles que les banques centrales et les multinationales.

Pour la Banque Centrale Européenne (BCE), la cryptomonnaie n'est pas une monnaie, si ce n'est un actif très particulier, par définition spéculatif qui ne constitue pas une menace pour le « monopole » des banques centrales, seules habilitées à battre monnaie, appelant ainsi à un encadrement. Pour la Présidente de la BCE, Christine Lagarde, la cryptomonnaie est un actif spéculatif, qui a servi à des affaires bizarres et certaines activités de blanchiment d'argent totalement répréhensibles et il doit y avoir une réglementation à appliquer sur ce point au niveau mondial car, s'il y a une échappatoire, celle-ci sera utilisée. En outre, elle évoque le projet d'un euro numérique en parité de 1 contre 1 avec l'euro.

Pour la Banque Centrale Américaine (FED), il est d'abord question de risques : la cryptomonnaie est un actif hautement spéculatif exposant les investisseurs à des pertes potentielles. Pour la présidente de la FED, la cryptomonnaie ne pourrait être largement utilisée comme mécanisme de transaction dans la mesure où elle est souvent utilisée pour le financement illicite. C'est une façon extrêmement inefficace de mener des transactions et la quantité d'énergie consommée pour traiter ces transactions est stupéfiante. Pour la FED, les monnaies virtuelles ne sont pas encore « assez grosses » pour influencer leur politique. Elle évoque toutefois l'idée d'une cryptomonnaie pilotée par une banque centrale, l'e-dollar.

Pour la Banque Centrale Japonaise, le sujet doit être minutieusement étudié. Son gouverneur, **Haruhiko Kuroda**, déclarait déjà qu'il était important que la recherche sur le sujet soit approfondie, même s'il était encore « trop tôt » pour lancer un programme d'émission de devises numériques. En effet, pour lui, l'émission de devises numériques au grand public reviendrait à ouvrir l'accès des banques de la banque centrale à tout le monde et, cette question nécessite d'abord de revoir le rôle et les prérogatives d'une banque centrale.

Pour la Banque d'Angleterre, la cryptomonnaie est une révolution. L'institution britannique est plutôt en pointe sur la question. Très récemment, son gouverneur, Mark Carney, a parlé de « *révolution en puissance* », notamment pour les marchés financiers. Elle a lancé en 2016 un incubateur de start-up sur la blockchain, la technologie qui sécurise le bitcoin. Pour Carney, le développement de cette technologie pourrait potentiellement déboucher sur le lancement, à une date indéterminée, d'une version numérique de la livre sterling.

Pour la Banque Centrale Chinoise, tout est question de régulation. Dès 2014 elle s'est lancée dans la création d'une cryptomonnaie nationale. Un projet qui serait très bien avancé, tout en menaçant depuis 2018 d'interdire le Bitcoin sur son territoire. Le directeur de la Banque Centrale Chinoise, Mu Changchun a déclaré que ce *stablecoin* chinois devrait servir à terme à remplacer le Yuan, permettant ainsi une surveillance accrue des utilisateurs de cette monnaie.



Pour la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), sous la plume de Jacques Eloundou Ndeme, chef de service à la direction des systèmes et moyens de paiement, tout est question de sécurité. La cryptomonnaie est une menace, particulièrement pour les banques. Pour lui, l'introduction d'une monnaie numérique de banque centrale est certes envisageable mais devrait faire l'objet d'une étude approfondie. La cryptomonnaie pourrait perturber le système bancaire existant.

Pour le Fonds Monétaire International (FMI), les autorités de réglementation doivent réagir à l'essor des cryptoactifs. Les cryptoactifs offrent une myriade de nouvelles possibilités, mais ces nouvelles possibilités s'accompagnent de défis et de risques, notamment les risques de perturbations du système monétaire et les risques budgétaires. Ceci étant, les autorités de réglementation et de surveillance doivent pouvoir suivre les évolutions rapides à l'œuvre dans l'écosystème des cryptoactifs et appréhender les risques qu'elles engendrent en comblant rapidement les déficits de données.

Sommes toutes, il faut retenir que les cryptomonnaies constituent un enjeu majeur pour le système financier auquel sont confrontés les pouvoirs publics, les banques centrales, les autorités de régulation, les établissements de crédit et les citoyens. L'engouement qu'elles suscitent n'a pas vocation à s'estomper. Toutefois, force est de constater que la régulation est la proposition majoritaire. On constate que la majorité des autorités font des mises en garde et proposent des modalités d'encadrement pour protéger le marché et les investisseurs.

### **III. EVOLUTION RECENTE EN ZONE CEMAC : CAS DE L'OFFICIALISATION DU BITCOIN EN RCA**

Le 22 avril 2022, les autorités centrafricaines ont promulgué une loi régissant la cryptomonnaie en RCA et faisant du Bitcoin la monnaie officielle. Pour ces dernières, ce geste représente un pas décisif vers l'ouverture aux nouvelles opportunités pour le pays. En effet, par cette décision, les autorités centrafricaines estiment que le plan de redressement économique et de consolidation de la paix entrerait dans une nouvelle phase. L'exécutif ferait ainsi preuve de cohérence dans l'application de l'agenda qui prévoit la réalisation d'une croissance forte et inclusive au profit du développement et de la performance économique. **Cependant, pour certains auteurs à l'instar de Marie de Vergès, journaliste au Monde Afrique, l'adoption de la cryptomonnaie comme monnaie officielle n'a pas la moindre rationalité économique mais pourrait être un outil de rivalité entre la France et la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine.**

En effet, pour ces auteurs, la RCA s'est engagée depuis bientôt 5 ans dans une politique de rapprochement avec la Russie au détriment de l'ancienne puissance coloniale. C'est ainsi qu'un accord de coopération militaire avec les russes a été signé en 2018. Le conflit en Ukraine a ravivé les antagonismes entre la France et le gouvernement Centrafricain, avec un soutien d'une partie de la population aux militaires Centrafricains et leurs alliés russes. En outre, dans le cadre des sanctions prises à l'encontre de la Russie depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, elle est partiellement suspendue du système SWIFT de transferts internationaux et donc ses transactions financières avec d'autres pays, dont la RCA qui

passeraient par les circuits bancaires traditionnels seraient interceptées et la RCA très probablement sanctionnée par des nombreux pays opposés à la Russie.

L'adoption du Bitcoin comme monnaie officielle en RCA sème le doute sur l'avenir de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) en général et l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) en particulier. Elle est également susceptible d'avoir des répercussions dans les autres pays membre de la communauté plus particulièrement le Cameroun.

## **1. Les enjeux pour la CEMAC**

Pour la CEMAC, les enjeux pourraient essentiellement être portés sur le déploiement de la politique monétaire, les risques sécuritaires et les défis de la mise en place d'un cadre réglementaire.

### **- Déploiement de la politique monétaire**

L'objectif principal de la politique monétaire en zone CEMAC est la stabilité monétaire, autrement dit, un niveau d'inflation faible et un taux de couverture de la monnaie satisfaisant. L'adoption du bitcoin comme monnaie officielle en RCA viendrait saper la stabilité monétaire en réduisant le pouvoir de la politique monétaire.

En effet, sur le plan institutionnel, la convention régissant l'UMAC confie le privilège exclusif de l'émission monétaire sur le territoire de chaque Etat membre de l'union (dont la RCA) à la BEAC. Par ailleurs, cette convention stipule que l'unité monétaire légale des Etats membres est le franc CFA. Ainsi, la teneur de la loi régissant la cryptomonnaie adoptée en RCA a un impact négatif substantiel sur ces règles fondamentales. En outre, l'utilisation du Bitcoin comme monnaie officielle, qui par sa nature, échappe au contrôle de la BEAC, est susceptible de concurrencer ou supplanter (cryptoisation) la monnaie légale en vigueur dans la CEMAC. L'adoption rapide et généralisée des cryptomonnaies pourrait poser des problèmes considérables en accentuant la cryptoisation de l'économie, à mesure que les résidents commenceront à utiliser la cryptomonnaie à la place de la monnaie officielle pouvant ainsi entraver la capacité de la BEAC à mettre efficacement en œuvre sa politique de stabilisation des prix.

Sur le plan opérationnel, la convention monétaire et les réglementations en matière de change prévoient le rapatriement et la rétrocession de l'ensemble des actifs en devises étrangères détenus par toutes les entités résidentes de la CEMAC, y compris les Etats membres, à la BEAC. Elle prévoit également la mise en commun de l'ensemble des réserves internationales de la CEMAC à la BEAC. Ainsi, la consécration par l'Etat centrafricain sur son territoire d'une monnaie officielle autre que celle-ci ayant cours l'égal dans la CEMAC et automatiquement convertible en celle-ci est problématique au regard des règles susmentionnées. Elle risque aggraver le problème de l'opportunisme qui se manifeste lorsqu'un pays membre n'apporte pas sa part convenue au stock de réserves mises en commun. La RCA peut tirer parti des avantages de la Communauté sans apporter une contribution proportionnelle à ses coûts puisque ses échanges commerciaux peuvent se faire désormais par le Bitcoin une devise non reconnue par la BEAC et difficilement maitrisable. Il y'a en effet peu de chance que les entreprises et l'Etat centrafricain rapatrient leurs gains sur

le Bitcoin et les recettes d'exportations effectuées à l'aide de la cryptomonnaie. Cette situation est d'autant plus probable qu'en raison de la politique monétaire et de changes communs, les politiques budgétaire et structurelle constituent l'instrument principal au niveau national pour amortir les chocs et promouvoir l'activité économique. Les autorités centrafricaines peuvent être incitées à adopter un comportement opportuniste dans ce contexte car le coût d'une politique budgétaire expansionniste en termes de perte de compétitivité et de réduction des réserves internationales est supporté par la Communauté dans son ensemble. Cela est particulièrement vrai pour les pays membres plus petits comme la RCA car, l'impact de leurs politiques insoutenables sur le « bien commun » de la Communauté est relativement faible. En outre, la baisse du niveau de réserve officiel de la communauté qui en découlerait exposerait ainsi le FCFA aux attaques spéculatives.

#### - **Les risques sécuritaires**

Sur le plan sécuritaire, l'utilisation du Bitcoin comme monnaie officielle en RCA, pays riche en ressource naturelle (or, diamant etc.), et où opèrent plusieurs groupes rebelles armés va accentuer les menaces sécuritaires dans la sous-région. Le Bitcoin offre en effet un certain anonymat à ses utilisateurs qui peuvent en profiter pour commettre des actes illégaux notamment les trafics d'armes et des drogues, les prises d'otages avec demande rançon et le blanchiment d'argent. Cet actif n'étant pas lié à la banque, les organisations criminelles peuvent l'utiliser pour se financer d'autant plus que cette loi induit une convertibilité automatique avec le franc FCA. Il y a lieu de rappeler qu'en 2019, l'observatoire du Moyen-Orient avait annoncé l'utilisation du Bitcoin par plusieurs organisations terroristes dont l'Etat islamique. Cette organisation collecte les dons dans le monde entier en monnaie numérique. Or l'Etat Islamique a des ramifications qui opèrent au Cameroun, au Tchad et dans plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest. La convertibilité automatique du Bitcoin en franc CFA est donc une menace pour la sécurité de plusieurs pays de la sous-région. D'autant plus que le Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) ne dispose pas de la technologie pour tracer et surveiller les opérations effectuées en cryptomonnaie.

#### - **Défi de la mise en place d'un cadre réglementaire**

Avec l'accroissement constant du volume de transactions, l'Afrique fait une percée importante sur les marchés mondiaux des cryptomonnaies. Cette évolution diversement appréciée par les Etats du continent reste néanmoins très peu encadrée. Les réactions oscillent entre admission, tolérance (relative) ou l'interdiction de l'utilisation des cryptomonnaies. Au sein de la CEMAC, la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF) a souligné en 2020 l'absence d'encadrement réglementaire sur les activités liées aux cryptoactifs. Cette absence empêche les prestataires d'actifs numériques de proposer les services dans la sous-région. **L'évolution récente en RCA pourrait obliger les autorités de la sous-région à encadrer l'utilisation de la cryptomonnaie ou à créer une cryptomonnaie propre à la sous-région comme le font déjà de nombreux pays.** Il est primordial de suivre l'évolution rapide et appréhender les risques inhérents faute de quoi les résidents de la sous-région seraient exposés aux effets pervers des cryptomonnaies.

## **2. Quels enjeux pour le Cameroun ?**

A l'état actuel, le principal risque induit par les cryptomonnaies au Cameroun porte sur la vulnérabilité des utilisateurs du fait du manque d'encadrement. La loi en RCA n'a pas un impact direct sur le Cameroun, si ce n'est son utilisation par les spéculateurs camerounais pour créer un engouement chez certains agents économiques. Néanmoins, l'adoption rapide et généralisée des cryptomonnaies comme le confirme la tendance en Afrique, pose un certain nombre de défis pour le Cameroun. Ils vont essentiellement porter sur la politique budgétaire, la sécurité et les défis liés à une réglementation nationale.

#### - **Les implications budgétaires**

A priori, l'adoption du bitcoin comme monnaie légale en RCA n'a aucune conséquence directe et à l'immédiat sur le pilotage de la politique budgétaire à court terme au Cameroun.

Cependant si le phénomène devenait national, et profitait d'une réglementation favorable, alors la prise en compte de l'évasion fiscale qui en découlerait serait une des contraintes principales. En effet, du fait de sa nature, les cryptomonnaies offrent aux agents économiques la possibilité de contourner le système fiscal, et l'ampleur de son utilisation remettrait en cause l'implémentation de la politique budgétaire. La politique budgétaire pourrait se trouver menacée, étant donné le potentiel des cryptoactifs en matière de fraude fiscale, cela pourrait par exemple mettre à mal la modification de la loi fiscale visant à imposer les transferts d'argent car cette imposition pourrait être contournée par l'usage de la cryptomonnaie et donc entraîner une baisse des recettes fiscales.

#### - **Le défi sécuritaire**

La situation sécuritaire au Cameroun reste précaire notamment dans les régions de l'extrême-nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui sont en proie à des actes de terrorisme et d'enlèvement incessants depuis plusieurs années. La cryptomonnaie pourrait être un moyen pour le financement de ces derniers vu sa capacité à être non traçable et totalement indépendante des autorités monétaires. Il faut noter qu'en 2018, les mouvements séparatistes anglophones avait déjà fait recours aux cryptomonnaies (ambacoin) pour financer leurs activités dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest<sup>3</sup>. La consécration du Bitcoin comme monnaie officielle en RCA et sa convertibilité automatique en FCFA peuvent accentuer les pressions sur les autorités sécuritaires du pays. Les phénomènes de prise d'otage avec demande de rançon étant de plus en plus fréquents dans la partie septentrionale du pays et le long de la frontière avec la RCA, les cryptomonnaies pourraient être un moyen pour les ravisseurs, de contourner les dispositifs sécuritaires mis en place par les autorités camerounaises pour enrayer ce phénomène.

#### - **Actions des pouvoirs publics**

L'augmentation des volumes de transactions à travers les cryptomonnaies en Afrique et l'adoption du Bitcoin comme monnaie officielle en RCA doit amener les autorités monétaires sous-régionales en général et l'Etat Camerounais en particulier à prendre des mesures, pour suivre l'évolution et appréhender les risques relatifs aux cryptoactifs. Comme développé plus haut, l'absence d'un cadre réglementaire expose les utilisateurs aux effets pervers de la

---

<sup>3</sup> Voir whitepaper sur [www.ambacoin.io](http://www.ambacoin.io)

cryptomonnaie et peut menacer la stabilité monétaire et la sécurité de la sous-région. Il est donc indispensable de :

- **Instaurer un cadre réglementaire au niveau de la sous-région afin d'encadrer les activités qui y sont relatives. Les autorités de réglementation, et de surveillance doivent pouvoir suivre les évolutions rapides des cryptoactifs et appréhender les risques qu'ils engendrent ;**
- **Outiller le GABAC et la COSUMAF afin de mieux faire face aux risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme à travers les cryptomonnaies ;**
- **Etudier la faisabilité d'une monnaie numérique banque centrale ;**
- **Encadrer la convertibilité des cryptomonnaies en franc CFA ;**
- **Identifier et encadrer les entreprises exerçant dans le secteur ;**

Au niveau national, en plus de réguler le secteur, il serait important pour le Ministère des Finances de :

- **Outiller l'Agence Nationale d'Investigation Financière afin de surveiller les transactions effectuées à l'aide des cryptomonnaies ;**
- **Imprégner le personnel du Ministère des Finances et ses structure spécialisées du à travers notamment des ateliers de renforcement des capacités afin, de faire face aux défis imposés par l'avènement des cryptomonnaies.**

## CONCLUSION

En somme, l'on retient que les cryptomonnaies sont des monnaies numériques, qui se sont développées hors de tout contrôle étatique et qui fonctionnent de manière décentralisée à travers la technologie blockchain. Elles voient le jour au lendemain de la crise des subprimes et leur marché, en plein expansion s'évalue aujourd'hui à plus de 2000 milliards de dollars US. En Afrique, selon *Chainalysis*, le volume de transaction croit de façon exponentielle sur la période 2018-2021 (environ 1 200%) confirmant ainsi l'engouement observé des africains pour ces actifs numériques. Ces évolutions ne laissent pas indifférents les Etats Africains, qui pour certains (Nigeria, Ghana ou Afrique du Sud), initient des projets de création de leurs monnaies digitales de banques centrales, actifs numériques émis par les Banques Centrales libellé dans les unités de de compte officielles de celles-ci et qui peuvent être échangées de pair à pair, de façon décentralisée. Par ailleurs ces Etats réagissent, chacun à sa manière, à la percée des cryptomonnaies auprès des populations. Ces réactions oscillent entre admission, tolérance ou interdiction (Egypte) de l'utilisation des cryptomonnaies.

Au sein de la CEMAC, la BEAC a soulevé la question de sécurité liée à l'utilisation de ces nouveaux actifs. Pour elle, la cryptomonnaie est une menace, particulièrement pour les banques. L'adoption de la loi N°22.004 du 22 avril 2022 régissant la cryptomonnaie en RCA faisant du Bitcoin une monnaie officielle n'a d'ailleurs pas tardée à faire réagir l'institution. Elle estime néanmoins que l'introduction d'une monnaie numérique de banque centrale est certes envisageable mais devrait faire l'objet d'une étude préalable, car elle pourrait perturber le système bancaire existant. Pour la RCA, cette décision représente un pas décisif vers l'ouverture des nouvelles opportunités pour le pays. En effet, par cette décision, les autorités centrafricaines estiment que le plan de redressement économique et de consolidation de la paix entrerait dans une nouvelle phase et l'exécutif ferait ainsi preuve de cohérence dans l'application de l'agenda qui prévoit la réalisation d'une croissance forte et inclusive au profit du développement et de la performance économique. L'objectif de ce travail était alors de décrire le fonctionnement des cryptomonnaies ; évaluer les risques induits par son utilisation ; analyser les conséquences de l'adoption en RCA du Bitcoin comme monnaie officielle sur les économies de la CEMAC en général et au Cameroun en particulier et en fin, proposer des mesures de politique en vue de son encadrement.

S'il est vrai que les cryptomonnaies permettent des paiements faciles et rapides et ouvrent la voie à des services financiers novateurs, y compris dans les régions du monde jusqu'ici non bancarisées, ses nouvelles possibilités s'accompagnent de défis et risques. L'absence d'un cadre réglementaire expose non seulement le système monétaire et bancaire sous-régional mais aussi les consommateurs aux risques relatifs à l'usage des cryptomonnaies. L'on peut citer entre autres : les risques sur la politique de stabilisation des prix de la BEAC, les phénomènes d'arnaques récurrents, la forte volatilité des cryptomonnaies qui sont préjudiciables aux utilisateurs et les risques liés à l'utilisation malveillante des cryptomonnaies (blanchiment d'argent, trafics illicites et financement du terrorisme). Au regard de ces différentes menaces, il est primordial d'une part de réguler le secteur afin de les contenir et, outiller les organismes de surveillance financière sous-régionale et nationale pour leur permettre de faire face à ces nouveaux défis d'autre part.

## REFERNCE BIBLIOGRAPHIQUE

1. Erwan Jonchères (2015) « Encadrement juridique des monnaies numériques : Bitcoin et autres cryptomonnaies ».
2. Fonds Monétaire International (2021) « Cryptoactifs : pour une réglementation mondiale complète, cohérente et coordonnée ».
3. Fonds Monétaire International (2021) « *L'essor des cryptoactifs : de nouveaux défis pour la stabilité financière* ».
4. Jacques Fontanel (2022) « Le crime international organisé et les crypto monnaies ».
5. Maylis Avaro (2020) « Le système monétaire international face au bitcoin ».
6. Yoni Danglades (2020) « les éléments motivateurs et freins des processus décisionnels d'achat et investissement en cryptomonnaie ».
7. <https://www.cafedelabourse.com/dossiers/article/bitcoin>
8. <https://fr.businessam.be/pourquoi-reglementer-les-cryptomonnaies-est-une-urgence-pour-la-banque-de-france>

DRAFT

## EQUIPE DE REDACTION

<b>SUPERVISION</b>	
NGAKOUMDA Gabriel	Chef de Division de la Prévision
<b>SECRETARIAT TECHNIQUE</b>	
ABDOULKADRI VACHIMA	CADRE/DP
DONGMO GAPGHO Boris Joel	CADRE/DP
HAMADOU DAOUDA	CADRE/DP
KAYO WAFFO Donald Archantie	CADRE/DP
OTOLO BINELI Rodrigue	CADRE/DP
Willie Arnaud MENGUE	CADRE/DP
<b>REDACTION ET RELECTURE</b>	
CHADJEU NANA Loïc Bérenger	CADRE/DP
METSAMA Martin	CADRE/DP